

La lettre

des études saint-simoniennes

numéro 24 • février 2011

Éditorial

L'année 2010 a été décevante pour la Société. Faut-il rappeler que nous avons obtenu l'inscription aux Célébrations nationales du 250^e anniversaire de Saint-Simon en vue de manifestations qui devaient avoir lieu à l'automne, tant en Picardie qu'à Paris, autour du lancement aux Presses universitaires de France de la nouvelle édition de notre philosophe-sociologue éponyme ? Et que l'aménagement de la salle d'exposition permanente à la Bibliothèque de l'Arsenal devait être terminé pour cette occasion ?

Las ! Nous avons sous-estimé les difficultés de ces deux entreprises. Il aura manqué six mois à l'équipe éditoriale ainsi qu'aux services de la BnF. Nous avons donc indiscutablement raté le rendez-vous de 2010, y compris la visite commémorative au Père-Lachaise, que la neige nous a contraints à annuler.

Le bilan de 2010 est-il pour autant négatif ? Certainement pas.

Nous avons été plusieurs à répondre à l'invitation du Conseil supérieur de la Culture égyptien à participer au colloque sur « Les saint-simoniens en Égypte » organisé au Caire du 3 au 5 juillet par un ami égyptien de vieille date, Ahmed Youssef.

Ce colloque nous a permis de percevoir l'intérêt et la sympathie toujours agissants des Égyptiens pour l'expédition des saint-simoniens et pour la part qu'ils ont prise dans la modernisation de leur pays. Des liens d'amitié et de travail ont été renoués, auxquels le mouvement actuel pourrait ouvrir de nouvelles perspectives.

Nous avons eu en second lieu l'heureuse surprise de découvrir, à la rentrée, l'essai de Pierre Musso, *Saint-Simon, l'industrialisme contre l'État*, aux éditions de l'Aube. Au lieu d'accompagner la publication des œuvres complètes, cet excellent ouvrage l'annonce et la prépare.

Mais si le bilan de 2010 n'est pas négatif, c'est également parce que le travail prévu a bel et bien été mené à son terme : ce qui n'a pas pu être livré à l'automne 2010 le sera au printemps et à l'automne 2011. L'inauguration de la salle saint-simonienne aura lieu au printemps, dix jours tout juste avant notre assemblée générale, et nous avons tout lieu de croire qu'à l'automne, Saint-Simon, à présent entièrement entre les mains de l'éditeur, paraîtra aux alentours de son 251^e anniversaire.

Outre cet arriéré de 2010, nous aurons en 2011 deux rencontres en province, dans le Midi occitan, en des terres de mission que la Société n'avait pas encore trouvées l'occasion d'aborder : à la mi-mars à Castelnaudary, le pays d'Edmond Combes, et, à la fin octobre, à Sorèze, le foyer de la dynamique « Église » constituée autour de Jacques Rességuier.

L'insatisfaction dont je faisais état pour l'année écoulée n'interdit donc pas l'optimisme pour l'année à venir.

Puisse notre Société recueillir en 2011 tous les fruits de ses considérables efforts de 2010.

Michel Levallois



Sommaire

Éditorial

Dossier n° 1

Une découverte relative à Bazard

Dossier n° 2

Eugène d'Eichthal, directeur de Sciences Po de 1912 à 1936

Le colloque du Caire

« Les saint-simoniens en Égypte. Les voies de la modernisation », 2, 3 et 5 juillet 2010

Bibliographie

Informations diverses

Calendrier 2011

Société des études saint-simoniennes

Association loi de 1901

Adhésion : 30 €

Étudiant : 10 €

Bibliothèque de l'Arsenal
1, rue de Sully
F-75004 Paris

Directeur de la publication

Michel Levallois

Secrétariat

Jacques Canton-Debat et
Philippe Régnier

Abonnement gratuit pour les adhérents
Pour les non adhérents : 15 €

ISSN : 2105-2859

Dossier n° 1.

Une découverte relative à Bazard



Ce dossier a été rédigé par Michel Bellet, professeur d'économie à l'université Jean-Monnet, de Saint-Étienne, et responsable

de la section « Économie politique » de l'édition des Textes et documents saint-simoniens engagée avec l'aide de la Région Rhône-Alpes. Les recherches de ce collègue de Philippe Régnier le conduisent à mettre en exergue l'exploitation de Bentham par les saint-simoniens. Il s'apprête à publier les lettres de Bazard qu'il évoque ici. Plus généralement, il y aurait lieu d'étudier systématiquement les transferts culturels franco-britanniques opérés dans et par le saint-simonisme : du côté anglais et écossais, seraient à convoquer notamment, outre Bentham, les noms d'Adam Smith, Dugald Stewart, Robert Owen, Thomas Carlyle et John Stuart Mill. Dans cette optique, est à lire l'article de Michel Bellet qui fait suite à sa communication de 2007 au colloque de la BnF sur la doctrine saint-simonienne : « On the utilitarian roots of saint-simonism : from Bentham to Saint-Simon », History of Economics Ideas, XVII, 2009/2, p. 41-63. N. D. L. R.

De la vie de Bazard (1791-1832), le second chef suprême saint simonien, nous savons assez peu. Des segments importants de sa biographie sont en effet un mystère. C'est le cas en particulier de sa période pré-saint-simonienne.

Il est certes notoire que Bazard a été très jeune marqué par un combat républicain, maçonnique puis carbonariste contre les Bourbons, et qu'il n'a véritablement épousé les vues saint-simoniennes qu'en 1825, après un long parcours d'expériences, mais aussi d'échecs et de répression.

Cinq lettres inédites qu'il a envoyées de Londres, successivement en 1814, 1815, 1816, 1818, puis 1824, et qui se trouvent en archives à la BPU de Genève, permettent de compléter certains trous du parcours. Quatre sont nommément destinées à Étienne Dumont (1759-1829), un juriste et politiste genevois célèbre, qui a été le véritable passeur des textes de Bentham en langue

française : c'est en effet Dumont qui, en accord avec Bentham, a sélectionné, ordonné, traduit et publié des œuvres centrales de cet auteur décisif de la doctrine utilitariste, dès le début du XIX^e siècle. L'avant-dernière (non datée, mais de 1818, de manière certaine selon nos décomptes) a fort probablement été aussi destinée au même Dumont.

Ces lettres sont décisives à un double point de vue.

Tout d'abord, elles bouleversent la biographie de Bazard, en établissant des périodes répétées d'exil londonien.

On savait auparavant que lors de la chute de Napoléon, Bazard avait été récompensé par un titre de capitaine de la garde nationale et par une croix d'honneur pour sa participation, le 30 mars 1814, à la lutte contre l'invasion russe et autrichienne lors de la « bataille de Paris », marquée par l'épisode des canons de Polytechnique dans lequel Enfantin s'était lui aussi distingué. Cette promotion et son poste à la division de l'octroi de la préfecture de la Seine sont des faits notoires.

Or les lettres indiquent que, dès le 23 avril 1814 (date même de l'armistice – Napoléon ayant abdiqué le 6 avril et le comte d'Artois étant entré dans Paris le 12), Bazard est à Londres (29 Park Street). Elles signalent donc **un premier exil**, qui dure au moins jusqu'au 30 mai 1818 (date de la 4^e lettre). Il est bien sûr possible que cet exil ait été interrompu par des périodes de retour clandestin en France ou par des séjours dans tel ou tel pays étranger. Ainsi, il semble qu'en 1815, Bazard ait été dénoncé au gouvernement pour ses liens supposés avec les fédérés de Richard-Lenoir¹, de tendance bonapartiste, et privé de son emploi, alors que son rôle aurait consisté au contraire à contrer leur volonté de prendre les armes lors des Cent Jours (autour de mai 1815, sans doute). Après 1815, il y a aussi incertitude sur la continuité du séjour à Londres². En tout état de cause, pourquoi, un mois après l'épisode parisien et un an environ après son mariage et la naissance de son premier enfant, le 19 septembre 1813, Bazard est-il allé se réfugier dans cette ville ? On peut penser que cet exil

1) François Richard (1765-1839), dit Richard-Lenoir, grand industriel du textile, a suivi une orientation nettement bonapartiste. À la formation de la garde nationale, il devint colonel, le 8 janvier 1814, de la huitième légion des Fédérés, se prononça pour la défense de Paris, et occupa, le 31 mars, l'avenue de Vincennes avec sa légion et quelques pièces de canon. Connut-il Bazard à cette occasion ?

2) Cela voudrait dire par exemple que Bazard n'a pas pris part par exemple à la conspiration des « Patriotes de 1816 » (fin avril), qui réunissait d'anciens fédérés de 1815 (le procès dit des 28 ne mentionne pas son nom).

est une conséquence directe de la Restauration et des répressions qui la jalonnent, pour un jeune homme déjà engagé contre les Bourbons et qui, plus tard, jouera un rôle dans les associations secrètes et le carbonarisme³. Mais alors, quelle est la nature exacte des menaces et pourquoi avoir suivi ce que l'on peut appeler la filière genevoise à Londres, c'est-à-dire le lien (à l'évidence étroit) avec Dumont ? Dumont a très souvent servi de relais à Londres à des hommes en exil ou à des parents d'hommes qu'il connaissait (ou parfois seulement recommandés par des amis), mais quelle est l'explication pour Bazard ?

Le choix de Londres, et le lien avec Dumont, selon nous, peuvent provenir de trois facteurs susceptibles de s'être recoupés.

Le premier est le mariage en 1813 avec Claire Joubert⁴, fille de Pierre-Mathieu Joubert, qui est un personnage important. Ce prêtre, devenu un évêque constitutionnel après avoir prêté serment à la Révolution, a été un conventionnel, membre de l'Assemblée constituante de 1789 et il a par la suite occupé des fonctions élevées⁵. À la Convention, il a siégé avec Mirabeau. Il a souvent défendu ce dernier. On sait par ailleurs que Dumont est devenu l'ami intime de Mirabeau lors de son séjour en France, et qu'il a été membre de ce qu'on a appelé son « atelier », en participant notamment à la rédaction des célèbres discours du tribun. Dumont a donc pu intervenir pour aider le parent d'un ami de Mirabeau pour un exil dans une ville qu'il connaît bien. De plus, Bazard était très lié à son beau-frère, Nicolas Joubert, qui travaillait lui aussi à l'octroi de Paris, et qui l'a suivi dans beaucoup d'entreprises dirigées contre les Bourbons. Cela a pu renforcer l'intervention de Dumont, par le biais d'une filière Mirabeau-Dumont-Joubert.

Deuxième facteur possible : en août 1790, Joubert, membre de la Constituante, a présenté un rapport « sur les obstacles qu'éprouvent les Genevois dans le ci-devant Pays de Gex, pour le transit de leurs grains » (*Mo-*

niteur, p. 235). À la suite de ce rapport, qui concernait les rapports entre Genève et la France, et qui a dû intéresser le Genevois Dumont, alors en France et très proche de plusieurs conventionnels, l'Assemblée a voté « un décret relatif au droit de transit dont les Genevois jouissent dans le pays de Gex » (29 août 1790) – décret confirmant ce droit. Joubert et Dumont ont pu se rencontrer et se lier à cette occasion. C'est comme gendre de Joubert que, par la suite, Bazard aurait été inclus dans la relation nouée dans ces circonstances.

Troisième facteur possible, enfin : le rôle de deux autres personnages, à savoir, d'une part Lafayette⁶, dont Bazard sera très proche (filière Lafayette/Londres/Dumont/Bentham) et, d'autre part, Voyer d'Argenson⁷. En tout état de cause, les lettres trouvées à Genève font apparaître Dumont comme une référence à tous égards essentielle pour Bazard (aide financière, affection, dévotion intellectuelle et quasiment filiale, évocation de la maladie et du désespoir).

L'hypothèse d'un exil à Londres jusqu'au 30 mai 1818, avec un retour en France ultérieur, est aussi à croiser avec d'autres faits biographiques. D'une part, la participation de Bazard au journal *l'Aristarque français* (dans sa 2^e version, avec le sous-titre *Journal du soir* et l'épigraphe « Liberté, Patrie », allant du 19 décembre 1819 au 3 avril 1820) s'accorderait mieux avec un retour en France. Dans la version hélas incomplète de la BnF, figurent en effet onze articles signés « St. A. B. » ou « St-A B...d », échelonnés du 14 février 1820 au 23 mars 1820⁸. D'autre part, en septembre 1818, avec Flotard, Buchez et son beau-frère Joubert, Bazard

6) Il s'agit bien sûr du célèbre marquis Du Motier de La Fayette (1757-1834), qui va jouer un rôle décisif sous la Restauration. On sait que lors de la Révolution de 1830, c'est Bazard qui servira d'intermédiaire des saint-simoniens auprès de Lafayette pour l'encourager à prendre le pouvoir.

7) Un lien d'amitié lie les deux hommes. Marc-René de Voyer de Paulmy d'Argenson (1771-1842) fut préfet des deux-Néthes de 1809 à 1813. Il est le représentant de Belfort pendant les Cent jours et a été élu dans le Haut-Rhin et dans d'autres départements presque continûment de 1816 à 1833, en tant qu'opposant aux Bourbons. Il soutint, en tant qu'industriel, beaucoup de militaires en rupture de carrière après une participation aux conjurations. Il entretint des liens importants avec les carbonari français et avec Buonarroti. Il est à Londres de juin à fin août 1822, peut-être après sa mise en cause dans l'enquête autour de la conjuration de Belfort de janvier 1822 et dans les réactions face au procès du général Berton à Poitiers, après la conjuration de Thouars-Saumur de février 1822. Il y rencontre Bentham et correspond avec lui. Cette correspondance se poursuit après son retour à Paris. Pour Lafayette comme pour d'Argenson, il semble cependant que les liens significatifs avec Bazard soient postérieurs à 1818.

8) Textes souvent très incisifs, voire provocateurs, contre les Bourbons et le Ministère Decazes.

3) Des dimensions plus personnelles ne sont pas à exclure, en particulier la mésentente conjugale, survenue très tôt selon les confidences de Claire Bazard recueillies par Gustave d'Eichthal.

4) Signalons au passage que Bazard ne fait jamais référence à sa famille dans les lettres, ce qui pourrait laisser penser qu'il est seul à Londres. Notons cependant que le deuxième des quatre enfants de Bazard serait né en 1815 (date incertaine néanmoins).

5) Pierre-Mathieu Joubert (1745-1815), après sa démission des fonctions ecclésiastiques et son mariage en 1793, devient président de l'administration du département de la Seine, puis en octobre 1798 régisseur de l'octroi municipal de Paris. En 1801, il est nommé Préfet de la Préfecture du Nord et élu conseiller du département de la Seine. Son fils Nicolas travaillait aussi à l'octroi. Il se peut que le père ait favorisé l'emploi de son fils et de son gendre.

constitue une sorte de loge maçonnique à tendance républicaine, intitulée « Les Amis de Vérité » : il n'a donc pas renoncé à une activité républicaine directe et insurrectionnelle sur le territoire. On voit mal, là aussi, comment il aurait pu participer à cette création depuis l'étranger. Mais tout cela reste à étayer.

La lettre de 1824 révèle ce que l'on pourrait appeler le **second exil à Londres** (adresse quasi identique, même lien avec Dumont). Ce second exil n'était pas non plus connu, mais il est plus compréhensible en l'état des données disponibles. En effet, les 19 et 20 août 1820, la loge des *Amis de la Vérité*, qui s'est développée, met au point une conspiration militaire contre les Bourbons (parfois appelée le « bazar de Paris »), qui finalement n'a pas lieu du fait d'une trahison⁹. Dugied et Joubert se réfugient en Italie et entrent en contact avec les carbonari. On ne sait exactement ce que devient Bazard. On sait seulement qu'en février 1821, avec Buchez, Dugied, Joubert, Flotard et quelques autres, il crée une société française de carbonari, dont il est le président pendant quelques mois, avant d'être remplacé par Lafayette. Buchez, chargé de la direction des ventes de l'Est, confie à Bazard et à Joubert une mission visant à vérifier la faisabilité d'un complot dans cette partie du territoire (Mulhouse, Neuf-Brisach, Colmar, Belfort, Strasbourg...). Bazard participe donc à la conspiration de Belfort en décembre 1821/janvier 1822, avec Lafayette. Celle-ci échoue. Bazard, qui, avec un autre conjuré, a sauvé Lafayette en le prévenant à temps pour lui éviter de se compromettre en apparaissant au grand jour comme l'homme prévu pour la prise du pouvoir, est alors amené à entrer en clandestinité. Car il s'est, lui, irrémédiablement découvert¹⁰. Probablement précédé par d'autres déplacements (Genève ?), le second séjour à Londres est donc assez cohérent avec cet enchaînement de circonstances. Il aurait motivé la reprise des liens avec Dumont et, de ce fait, la poursuite de l'étude de Bentham, comme le montre la cinquième et dernière lettre. La durée de ce séjour est difficile à déterminer, puisque les contumaces ont été appréciées

9) La Chambre des Pairs instituée en Cour de justice émettra un jugement relativement modéré (16 juillet 1821) avec cependant deux condamnations à mort par contumace. D'Argenson et Bazard ne sont pas impliqués. Lafayette est mis en cause à la Chambre.

10) Certaines sources font état d'une condamnation à mort par contumace, ce que nous n'avons pu vérifier (pas plus qu'une date d'amnistie, alors nécessaire pour une activité publique). Il s'agirait plus probablement d'une instruction laissée ouverte et non soumise à prescription lors du procès du 30 septembre 1822 de Colmar, exclusivement pour Bazard et Joubert (cf. note 16), ce qui laisse planer une menace permanente, tant que la prescription n'a pas eu lieu.

différemment selon les cas, et qu'un couperet pèse sur Bazard. Toujours est-il que le premier article « saint-simonien » signé de Bazard (sous son nom encore incomplet) parut le 27 novembre 1825, dans *Le Producteur* (vol. 1, p. 399-412) et fait suite à une adhésion aux idées de Saint-Simon entamée au début de 1825. Ce qui laisse supposer sa présence continue en France à partir de cette année-là.

En second lieu, les lettres permettent de ré-interroger la doctrine saint-simonienne en revenant sur une question centrale : le rôle très sous-estimé de l'utilitarisme dans sa formation. Si les références à Bentham sont très limitées dans l'œuvre de Saint-Simon lui-même (mais non incompatibles avec une lecture effective), le lien entre saint-simonisme et utilitarisme benthamien est beaucoup plus net et revendiqué au niveau des disciples. Les lettres londoniennes de Bazard confirment que l'attention portée par celui-ci à l'utilitarisme benthamien a été bien antérieure à sa conversion saint-simonienne. Il en va de même pour Infantin¹¹, et il y a lieu de penser que tel est aussi le cas pour Olinde Rodrigues¹². Ainsi, les trois dirigeants principaux de l'École, Rodrigues, Infantin et Bazard, ont-ils eu des contacts étroits avec l'œuvre de Bentham, que ce soit par l'intermédiaire de Dumont (cas Infantin et Bazard) ou par d'autres voies plus directes encore (cas Rodrigues), et ce, indépendamment de Saint-Simon. On peut penser que tout cela n'est pas sans conséquences quant à l'interprétation à en faire en termes d'histoire des idées. Les cinq lettres conservées à Genève expliquent pourquoi Bazard est celui des trois qui a le plus lu, le plus travaillé et le plus évoqué la doctrine benthamienne : sa profonde amitié avec Dumont a été une forte incitation. En 1826 encore, même si la date de rédaction a des

11) Signalons particulièrement la lettre d'Infantin à Dumont en date du 1822, adressée de Saint-Petersbourg, et qui accompagne l'envoi de son mémoire sur Bentham (non retrouvé). Cet envoi serait donc de 1822 et non de 1823 comme souvent évoqué dans l'historiographie saint-simonienne (*BPU Genève, Département des Manuscrits, Fonds Dumont, MS 75*). Contrairement aux lettres de Bazard, la tonalité est ici très critique envers la doctrine de Bentham. Le lien entre Infantin et les œuvres benthamiennes s'est établi dès 1820 sous l'influence de son ami et correspondant polytechnicien Adrien Pichard (1790-1841).

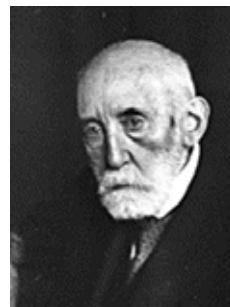
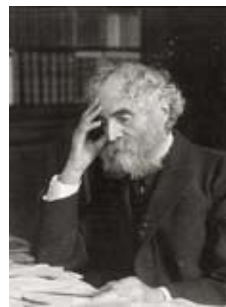
12) Ayant épousé la sœur de Rodrigues, Lévy, jeune mathématicien et minéralogiste ami de Bentham, voulut mettre son beau-frère en contact avec Bentham. La source est une lettre datée de 1825 qui indique l'adresse à laquelle Rodrigues séjournait à Londres en mai de cette année-là (*Correspondance de Bentham*, vol. 11, lettre 3185). Le rendez-vous fut manqué, sans doute à cause du retour de Rodrigues à Paris, nécessité par l'état de santé de Saint-Simon (qui mourra le 19 mai).

chances d'être antérieure, son engagement saint-simonien ne le retient pas de publier dans la *Revue Encyclopédique*¹³, sous la signature « Saint-Amand », deux articles entièrement consacrés à Bentham. On comprend mieux ainsi pourquoi Bazard a éprouvé le besoin, en 1828, de faire paraître sa traduction du texte célèbre de Bentham (1787), *Défense de l'usure*, avec une dissertation préalable sur le prêt à intérêt¹⁴. Cet ensemble de publications constitue au total un corpus cohérent et représente une étape intellectuelle très importante pour le premier cercle saint-simonien. N'oublions pas que, dès 1825, le premier cercle de l'École avait défendu que Saint-Simon était le continuateur de Bentham.

Toutefois, ces lettres montrent aussi que Bazard, malgré son admiration, n'a jamais épousé la doctrine utilitariste : il y a seulement trouvé une base de formation rigoureuse, l'exemple d'une doctrine générale unitaire, justifiant des réformes au nom du bien commun, dans une période où il était en difficulté et en recherche idéologique face à des échecs cuisants. Cette étape a sûrement joué un rôle dans son rejet de la perspective insurrectionnelle et dans sa volonté de construire un système interprétatif cohérent (cf. ses articles futurs du *Producteur* et son rôle dans la mise au point de la *Doctrine* en 1829-30). Signalons aussi que, pour lui comme pour les autres saint-simoniens, la référence à Bentham, au départ très positive, se fait au nom d'une lecture et d'une théorie de « l'utilité générale » ou du bien social: le terrain commun avec le saint-simonisme se délimite donc en occultant la base fondamentale du calcul individuel de l'utilité benthamienne, pour n'en retenir que la non convergence naturelle des intérêts et la nécessité d'une organisation sociale de ces intérêts (donc du Législateur benthamien transformé en Organisateur saint-simonien). Pour les saint-simoniens, cette référence positive va se retourner à partir de la révolution de Juillet : Bentham va alors beaucoup plus classiquement être classé au nombre des auteurs prônant l'individualisme, l'égoïsme, le calcul étroit et le rejet des réformes sociales (propriété, salaires...). Puissent ces lettres inciter à de nouvelles recherches sur la biographie de Saint-Amand Bazard, encore pleine d'incertitudes et de lacunes, et sur la formation de la doctrine saint-simonienne.

Michel Bellet

Dossier n° 2.



Eugène d'Eichthal, directeur de Sciences Po de 1912 à 1936



La communication ci-après nous a été confiée par Hervé Le Bret. La primeur en a été livrée à la quatrième réunion des « Ateliers d'archives et d'histoire de Sciences Po », consacrée, le 28 mai 2009, aux premiers dirigeants de cette École, et coorganisée par M^{me} Dominique Parcollet, qui, rue Saint-Guillaume, a fonction de responsable des Archives contemporaines, et par M. Emmanuel Dreyfus, historien, doctorant. Furent également évoqués, à cette occasion, Émile Boutmy (par Hervé Guettard et par Dominique Jarrassé), Albert Sorel (par Pascal Cauchy, et Anatole Leroy-Beaulieu (par Huguette Le Béguec). La publication d'un recueil des actes de ces ateliers est prévue.

Anatole Leroy-Beaulieu (1842-1912) était le frère aîné de Paul Leroy-Beaulieu (1843-1916), lui-même le gendre de Michel Chevalier (1806-1879) et, à la mort de celui-ci, son successeur dans sa chaire d'économie politique au Collège de France. Il fut le second directeur de Sciences Po, après É. Boutmy, son fondateur (1835-1906). De celui-ci, on rappellerait volontiers qu'en compagnie d'A. Leroy-Beaulieu, il fut l'un des membres du « Cercle Saint-Simon », comme Eugène d'Eichthal et comme le réputé professeur d'histoire diplomatique Albert Sorel (1842-1906), si la dénomination de ce lieu de sociabilité, fondé en 1883 par et pour les membres de la Société historique (qui publie la Revue historique), avait été autre chose, au dire même de Gabriel Monod (1844-1904), son premier président, qu'« un heureux hasard » : il se trouve simplement que les salons loués pour en être le siège se situaient au 2, rue Saint-Simon, à Paris, rive gauche.

13) *Revue encyclopédique*, t. XXXI, 92^e cahier, p. 298-307, et 93^e cahier, p. 626-41.

14) 1828. Paris: Malher et Compagnie.

Indépendamment d'un tel hasard objectif, les liens de parenté par le sang ou par alliance, les affinités intellectuelles, le tissu social, sont révélateurs d'une certaine postérité, mais aussi, assurément, d'une certaine dilution, voire, peut-être, d'une certaine dénaturation du saint-simonisme originel dans les élites de la Troisième République. N. D. L. R.

Je remercie madame Parcollet et monsieur Dreyfus de me donner l'occasion de tracer un rapide portrait d'Eugène d'Eichthal (1844-1936), directeur de Sciences Po pendant 24 ans. Je dois à Eugène, frère de mon arrière-grand-mère, Jeanne Le Bret, née d'Eichthal, des sources précieuses pour mes recherches dans le cadre de la thèse d'histoire que j'ai soutenue en décembre 2007, sur les frères d'Eichthal, Gustave, son père, et Adolphe, son oncle¹⁵.

Pour cet exposé sur Eugène, j'ai utilisé des sources familiales manuscrites, ainsi que les deux fonds d'Eichthal déposés, l'un, à la bibliothèque Dosne-Thiers, et l'autre, à la bibliothèque de l'Arsenal (568 lettres). Quant aux sources imprimées, la bibliothèque de l'Institut contient 92 documents le concernant, et le catalogue de la Bibliothèque nationale de France 65 notices sur ses ouvrages, ses articles et ses discours. Dans la longue existence d'Eugène, je distinguerai trois périodes, chacune d'entre elles étant dominée par un thème :

- * une jeunesse marquée par l'héritage saint-simonien (1844-1870) ;
- * une phase de publications dans les sciences sociales (1870-1912) ;
- * la direction de l'École libre des Sciences Politiques (1912-1936).

* UNE JEUNESSE MARQUÉE PAR L'HÉRITAGE SAINT-SIMONNIEN (1844-1870)

Né à Paris le 4 novembre 1844, Eugène était le fils de Gustave d'Eichthal (1804-1886) et de Cécile Rodrigues-Henriques (1825-1877), tous deux issus de familles de banquiers juifs convertis au catholicisme. Ses parents appartiennent à des réseaux sociaux internationaux couvrant aussi bien les milieux économiques (Peireire, Fould, Talabot, Enfantin), que politiques (Hippolyte Carnot, Michel Chevalier, Léopold Javal), intellectuels (Comte, Stuart Mill, Carlyle, Michelet, Geoffroy-Saint-Hilaire, George Sand, Victor Hugo) et artistiques (Mendelssohn, Chopin, Delacroix, Delaroche, Rosa

15) Le Bret (Hervé), *Les frères d'Eichthal. Gustave, penseur saint-simonien, et Adolphe, homme d'action*, thèse d'histoire, université de Paris-Sorbonne (Paris IV), 2007.

Bonheur). Son père, premier disciple d'Auguste Comte puis saint-simonien, publie de nombreux écrits sur les sciences sociales et devient en 1839 secrétaire de la Société ethnologique de Paris, l'une des plus anciennes sociétés savantes. Admirateur de la Grèce, il fonde en 1867 la Société pour l'encouragement des études grecques en France.

Eugène fait des études brillantes au lycée Bonaparte (actuel lycée Condorcet), où il est condisciple de Paul Leroy-Beaulieu, gendre de Michel Chevalier, l'ami saint-simonien de son père, devenu conseiller économique de Napoléon III. Outre de fréquents séjours chez ses cousins allemands, il fait des voyages d'étude en Angleterre en 1862 et en Espagne en 1864.

Par la suite Eugène fera éditer plusieurs ouvrages de son père :

deux livres posthumes : *Mélanges de critique biblique* en 1886 et *Mémoires sur la langue grecque* en 1887 ;

en 1896, ses correspondances avec Auguste Comte dans la *Revue Occidentale*, l'organe positiviste fondé et dirigé par Pierre Laffitte (133 pages au total, réparties sur deux numéros de 1896)

en 1898, ses échanges avec John Stuart Mill (45 lettres), sous le titre *John Stuart Mill. Correspondance inédite avec Gustave d'Eichthal*, chez Alcan, dans la collection de la Bibliothèque de philosophie contemporaine, avec un avant-propos signé d'Eugène ;

en 1919, *Quelques âmes d'élite*, où il retrace les portraits attachants de son père et de l'historien Gabriel Monod, fondateur et animateur, de 1876 à 1885, de la *Revue historique* ;

entre mai et août 1902, dans la *Revue historique*, puis séparément chez Alcan, la même année, un long article de 35 pages, intitulé « Condition de la classe ouvrière en Angleterre (1828) » à partir des notes de voyage de son père ;

en 1903, toujours dans la *Revue historique*, sur une quinzaine de pages, sa correspondance avec Thomas Carlyle ;

en 1917, sous le titre *Souvenirs d'une ex-saint-simonienne*, en brochure, la correspondance de son père avec Claire Bazard.

Enfin, il légua, le 11 mai 1934, une partie de ses archives saint-simoniennes à la bibliothèque Dosne-Thiers, dépendant de l'Institut dont il est membre depuis 1905, ceci dans le souci constant de contribuer à l'histoire du saint-simonisme. Il demandera à ses filles, Juliette

Guérin et Adèle Alfassa¹⁶, de déposer à la bibliothèque de l' Arsenal, après sa mort, le reste de ses archives saint-simoniennes, soit treize liasses, représentant 5 000 documents. Ce don sera complété en 1947 par Daniel Guérin.

* II. LES PUBLICATIONS SOCIALES D'EUGÈNE (1870-1912)

Dès le début de sa carrière, Eugène s'intéresse aux relations sociales et théorise son expérience de directeur d'usine. La qualité de ses publications lui ouvre les portes de l'Académie des sciences morales et politiques.

1. L'expérience sociale à la facture de pianos Pleyel

La carrière professionnelle d'Eugène a débuté en 1868 chez Pleyel, dont sa famille est actionnaire. En effet, à la mort de Camille Pleyel en 1855, son grand-père Edouard Rodrigues¹⁷, lui-même mélomane averti, a pris, avec son cousin Fromental Halévy, une participation de près de 500 000 francs dans le plus important facteur de pianos français. Lorsque le Parlement lance en 1872 une enquête sur la condition ouvrière dans l'industrie¹⁸, Eugène est chargé d'y répondre¹⁹, car l'usine qu'il dirige est considérée alors comme un modèle social dans son secteur²⁰.

Eugène laisse transparaître des ambitions plus vastes de généralisation. Il insiste sur la situation matérielle des ouvriers, leurs conditions de vie et de travail. Il se réjouit que la majorité des ouvriers habitent des maisons individuelles dans la plaine entourant Saint-Denis, où l'usine a été implantée en 1865, d'où le nom « Carrefour Pleyel ». Il se prononce contre les cités ouvrières construites par d'autres industriels, leur reprochant de créer un lien trop fort de dépendance de l'ouvrier vis-à-vis du patron.

Sur les salaires et sur les rapports entre patrons et ouvriers, il indique que les ouvriers de l'industrie du

piano sont parmi les mieux rémunérés de la capitale. La main d'œuvre est exclusivement masculine, en raison de la qualification requise et de la force physique à déployer dans les ateliers. La durée du travail journalier est de dix heures, avec une coupure à midi, alors qu'elle est de onze à douze heures en province.

Eugène se prononce contre la participation des ouvriers aux bénéfices, considérant que le risque industriel doit être supporté par le patron. Grâce au bon climat social régnant chez Pleyel, la maison connaît un niveau relativement constant d'activité, sans mise en chômage technique pendant la crise économique de 1848 et la guerre de 1870. Pleyel est une des rares factures de pianos non touchées par la première grande grève de la profession en 1864, peu après l'abolition, la même année, du délit de coalition. Eugène préconise de s'inspirer de l'exemple anglais en établissant des institutions de conciliation et d'arbitrage. Dans les faits, les ouvriers facteurs de pianos créent en 1868 leur chambre syndicale et obtiennent de siéger dans les conseils de prud'hommes. L'entreprise se développe favorablement (26 500 pianos en 1890) et jouit d'un grand prestige, qui se concrétise par la construction de la salle Pleyel à Paris en 1927²¹.

Au-delà de l'aspect industriel et social, Eugène s'intéresse surtout aux relations artistiques que lui procure Pleyel. De plus, il entre dans une famille de mécènes musicaux parisiens d'origine biélorusse, par son mariage en 1877 avec Marie (Mimi) Bohomoletz, dont, devenu veuf, il épouse en 1887 la sœur Adèle. Leur salon du 144 boulevard Malesherbes réunit les compositeurs en vogue. À partir de 1886, à Paris et à Villerville (sur la côte normande), sa tante, M^{me} Camille Clerc²², reçoit Gabriel Fauré, qui lui dédicace un certain nombre d'œuvres. À titre personnel, Eugène est dédicataire du *6^e Nocturne* et échange une correspondance avec le compositeur.

16) Paul Alfassa (1876-1949), conservateur au musée des Arts décoratifs, épouse en 1912 Adèle d'Eichthal, née en 1888, fille d'Eugène d'Eichthal et d'Adèle Bohomoletz.

17) La présence d'Eugène d'Eichthal dans la direction de Pleyel est mentionnée dans la correspondance familiale à partir de 1868, alors que son grand-père Édouard Rodrigues y a pris une participation en 1855.

18) *Enquête parlementaire sur la situation industrielle*, 1872-1875, Archives nationales, dossier C 3020.

19) Voir Haine (Malou), « La manufacture de pianos Pleyel dans la seconde moitié du XIX^e siècle, un modèle de réalisation sociale », *Revue internationale de musique française*, n° 13, février 1984, p.75-89.

20) Voir Barli (Olivier), *La facture française du piano de 1849 à nos jours*, Paris, La flûte de Pan, 1983, annexe 12.20.

21) Robert Le Bret, petit-fils de Gustave d'Eichthal et de Cécile Rodrigues, est président de la salle Pleyel de 1928 à 1930, date de sa revente au Crédit Lyonnais.

22) Camille Clerc, née Marie Depret, est la sœur de la belle-mère d'Eugène, Adèle Bohomoletz.

2. Le Musée social et l'Académie des Sciences morales et politiques

À partir de son expérience, Eugène écrit un grand nombre d'articles sur des problèmes sociaux, publiés ensuite sous forme de tirés à part :

en 1871 et 1872, dans la *Revue des deux mondes*, « Les grèves et les conseils d'arbitrage en Angleterre », « Les coalitions de patrons et d'ouvriers », et « Les lois sur le travail des enfants dans les manufactures²³ » ;

en 1891, *Nationalisation du sol et collectivisme agraire* ;

en 1892, *La participation aux bénéfices facultative et obligatoire* ;

en 1896, *Le nouveau projet de loi sur la tentative de conciliation obligatoire entre patrons et ouvriers*.

Il fait partie de la Société d'économie politique, et sa compétence est reconnue par une nomination au Grand Conseil du Musée social²⁴, dont les fondateurs en 1894, le comte Aldebert de Chambrun²⁵, Émile Cheysson²⁶ et Jules Siegfried²⁷, sont disciples du catholicisme social de Frédéric Le Play²⁸. Ce laboratoire de la réforme sociale comprend un comité de direction et un Grand Conseil de soixante membres. Le premier est présidé par Jules Siegfried, assisté de deux vice-présidents, Émile Cheysson et Charles Robert²⁹, et de deux secrétaires généraux Édouard Gruner et Georges Picot³⁰, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques et directeur de la Compagnie des chemins de fer du Midi. Cette compagnie est également bien représentée au Grand Conseil, puisque, parmi les hommes

23) *Ibid*, 15/juillet 1872.

24) Voir Horne (Janet), *Le Musée social, aux origines de l'État-providence*, Paris, Belin, 2004.

25) Chambrun (Aldebert de), 1821-1899, homme politique, fondateur en 1895 du Musée Social, auquel il lègue son hôtel particulier, rue La Cases, à Paris.

26) Cheysson (Émile), 1836-1911, auteur de l'histoire du *Musée social*, Paris, Guillaume, 1905.

27) Siegfried (Jules), 1837-1922, industriel cotonnier de Mulhouse et du Havre, à la fibre sociale, fondateur du Musée social en 1894, ministre du Commerce en 1892 et 1893. Voir la notice le concernant dans Barjot (Dominique), *Les patrons du Second Empire, Anjou-Normandie-Maine*, Paris Picard, 1991, p. 76-77.

28) Le Play (Frédéric), 1806-1882, économiste auteur de *Les ouvriers européens...* (1855), et de *La Réforme sociale* (1864).

29) Robert (Charles), directeur de la compagnie d'assurance L'Union, sous la présidence d'Adolphe d'Eichthal, auteur d'un régime de participation du personnel aux bénéfices.

30) Picot (Georges), 1838-1909, historien, membre de l'Institut, ancêtre de nombreux diplomates, hauts fonctionnaires et banquiers, notamment Jacques Georges-Picot, président de la Compagnie de Suez.

d'affaires qui le composent, figurent Léon Aucoc³¹, successeur d'Adolphe d'Eichthal à la présidence du Midi depuis 1892, et Eugène, qui en restera vice-président jusqu'à sa mort, juste avant la nationalisation.

En 1905, Eugène succède, à l'Académie des Sciences morales et politiques, à Henri Germain, le fondateur du Crédit Lyonnais. Membre de la section d'économie politique, il en devient le doyen et, à ce titre, prononce un grand nombre d'éloges funèbres, notamment ceux d'Émile Boutmy, René Stourm et Louis Liard.

* III. EUGÈNE, DIRECTEUR DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES PENDANT 24 ANS

En 1912, Eugène succède à Anatole Leroy-Beaulieu³², après avoir été, depuis 1906, administrateur délégué, chargé de la gestion financière de l'École. Prudent et avisé, il décide l'achat de l'immeuble voisin pour 424 000 F, mais en raison de la guerre, il ne fera les travaux que 20 ans plus tard, en 1933. Sur la recommandation de son secrétaire général, René Seydoux, Eugène fait alors appel à l'architecte Henri Martin pour doter l'école de deux amphithéâtres (de 500 et 300 places) et de deux grandes salles de cours. Il leur donne le nom des premiers directeurs, ainsi que cela perdure jusqu'à aujourd'hui.

La mission la plus difficile d'Eugène est, pendant la guerre de 1914, de gérer la poursuite des cours malgré la baisse des effectifs (72 élèves en 1915 au lieu de 800 en 1912), due à la mobilisation, à la mort au front de 340 élèves et de nombreux professeurs. En 1919, les cours reprennent avec des effectifs normaux et l'intégration des premières jeunes filles. En 1921, le cinquantenaire de l'École est l'occasion de mesurer le chemin parcouru malgré les épreuves. Pour le corps professoral, Eugène fait preuve de la même ouverture d'esprit que ses prédécesseurs. Il fait appel à André Siegfried (le fils de Jules), Charles Georges-Picot et Wilfrid Baumgartner. Attentif à certains enseignements, et particulièrement à la transmission de la doctrine saint-simonienne, il assiste au premier rang au cours d'Élie Halévy³³ sur le socialisme, prêt à protester en cas de déviation.

31) Aucoc (Léon), président de la section Travaux publics du Conseil d'État, vice-président, puis président de la compagnie du Midi à la démission d'Adolphe d'Eichthal en 1892. Voir Caron (François) *Histoire des chemins de fer en France*, t. I, p. 460.

32) Voir Rain (Pierre), *L'École libre des Sciences Politiques 1871-1945*, Paris, Fondation nationale des Sciences politiques, 1963.

33) Loyrette (Henri), *Entre le théâtre et l'histoire, la famille Halévy (1760-1960)*, Paris, Fayard, 1996.

En 1920, Eugène recrute un nouveau secrétaire général, Edmond Lebée³⁴, qui le secondera jusqu'en 1927, date à laquelle celui-ci quitte l'École pour le CIC. Il le remplace par René Seydoux, âgé alors de 24 ans. Moins présent auprès des élèves, Eugène passe beaucoup de temps auprès du corps professoral et des autorités : dans son appartement de fonction de la rue Saint-Guillaume, chaque dimanche, de 5 à 7, il reçoit ses confrères de l'Institut, les professeurs de l'École et d'anciens élèves. Il a l'art d'entretenir les échanges, d'aiguiller la conversation, en mettant en valeur ses meilleurs interlocuteurs et en écartant les indiscrets.

Eugène meurt en février 1936. Pour lui succéder, le président du conseil d'administration de l'École, Paul Tirard³⁵, avait proposé René Seydoux³⁶, mais celui-ci avait repris sa liberté pour entrer dans le groupe de prospection sismique Schlumberger, créé par sa belle-famille. Il présente pour le poste son frère Roger³⁷, futur ambassadeur de France. Le troisième frère, François, également ambassadeur, avait épousé une descendante

34) Voir Stoskopf (Nicolas), *150 ans du CIC* [la banque Le Crédit industriel et commercial], 1859-2009. Edmond Lebée (1891-1981) succède en 1930 à Charles Georges Picot à la tête de cet établissement et il y reste une quarantaine d'années.

35) Tirard (Paul), haut commissaire, *La France sur le Rhin, 12 années d'occupation rhénane*, 1930.

36) Seydoux (René), 1903-1973, géophysicien, administrateur de sociétés, époux de Geneviève Schlumberger, directeur général de la société de prospection électrique Schlumberger.

37) Seydoux (Roger), 1908-1985, directeur de l'École libre des Sciences politiques pendant la guerre, négocie en 1945 avec André Siegfried et Jacques Chapsal sa transformation en Institut d'Études Politiques.

d'Émile Pereire³⁸.

Cette transmission de la direction d'Anatole Leroy-Beaulieu à Eugène d'Eichthal, puis à Roger Seydoux, comme l'enseignement continu du socialisme par Élie Halévy, manifestent la vitalité du saint-simonisme à Sciences Po.

Eugène, animant, comme son père, des réseaux sociaux dans des domaines aussi variés que la musique, l'enseignement et le monde des affaires, a influencé la formation des élites françaises pendant près d'un quart de siècle. Avec son expérience des nombreux changements de régimes dans la France du XIX^e siècle, il a le souci de fonder la III^e République sur les valeurs consensuelles léguées par la démocratie grecque et, d'autre part, de transmettre la vision d'avenir du saint-simonisme, apte à faire entrer notre pays, à la suite de l'Angleterre, dans le « système industriel » – pour reprendre l'expression créée par Saint-Simon. Malgré la disparition de l'École libre des Sciences Po en 1945 et sa transformation en IEP, son souvenir, comme celui des premiers directeurs, reste vivace.

Hervé Le Bret

38) Seydoux (François), 1905-1981, ambassadeur, a épousé Béatrice Thurneysen, descendante Pereire.



Le colloque du Caire, « Les saint-simoniens en Égypte. Les voies de la modernisation », 2, 3 et 5 juillet 2010

Tout le mérite de l'initiative revient à Ahmed Youssef, fidèle sympathisant de notre société et de la cause saint-simonienne depuis l'époque où il travaillait à sa thèse de littérature en Sorbonne (publiée chez L'Harmattan en 1998 sous le titre *La fascination de l'Égypte*). Ancien journaliste à *Al-Ahram* et actuellement conseiller auprès du ministre égyptien de la Culture pour les relations avec la France, A. Youssef est par ailleurs membre du conseil d'administration de l'Association du Souvenir de Ferdinand de Lesseps et du Canal de Suez.

Un peu plus de vingt ans se sont écoulés depuis le colloque et l'exposition tenus à l'Institut Français d'Archéologie orientale sur « Les saint-simoniens en Égypte » sous l'égide de l'Ambassadeur Pierre Hunt, et grâce au mécénat d'Amin Fakhry Abdelnour. Par la manifestation de 2010, l'Égypte s'associe à son tour aux efforts naguère initiés par Magali Morsy (dans le cadre de l'Association pour l'étude du monde musulman) et par notre toute jeune société « des amis d'Ismaÿl Urbain » pour réveiller le souvenir du modèle de la coopération scientifique, technique et culturelle *non-gouvernementale* offerte à Mohammed Ali par les quelques dizaines

de bénévoles humanitaires rassemblés sous la direction d'Enfantin.

Le colloque, qui était accueilli et assumé par le Conseil suprême de la culture, à proximité immédiate de l'Opéra du Caire, fut ouvert par son secrétaire général, Emad Abou Ghazi. Parmi les conférenciers invités, notre société était présente en force avec Michel Levallois, Arlette Millard, Sarga Moussa, Pierre Musso, Antoine Picon et Philippe Régnier. Participaient également Patrice Bret et Arnaud Ramière, le président de l'Association du Souvenir. Autres invités « occidentaux » : Alan Mikhail, Assistant Professor au Department of History de Yale, auteur d'une thèse remarquée, en 2008, sur "The Nature of Ottoman Egypt : Irrigation, Environment, and Bureaucracy in the Long Eighteenth Century" (à paraître aux presses de Cambridge cette année), et Georg Stauth, professeur à Bielefeld, islamologue et auteur, notamment, d'un essai sur la construction et la mise en scène des lieux saints dans le delta du Nil.

L'Algérie était représentée par Arous Zoubir, sociologue (Centre de Recherche en Économie Appliquée pour le Développement), et Yasmine Briki, doctorante, chargée des Études et de la Prospective à la Maison de l'Union méditerranéenne, association loi de 1901 qui milite pour une « Méditerranée de nations unies » et une « citoyenneté méditerranéenne ». Le premier, en se fondant sur les travaux de Marcel Émerit, évoqua en termes équilibrés le rôle des saint-simoniens dans la colonisation de l'Algérie, et la seconde parla de la

complexité d'Abd-el-Kader, à la fois défenseur acharné de la nation algérienne et penseur d'un islam libre et tolérant.

La place nous faisant défaut, nous ne pouvons nommer que quelques-uns des nombreux participants égyptiens, aussi bien diplomates et hauts fonctionnaires qu'universitaires, qui tinrent à prendre la parole, y compris sous forme d'interventions improvisées : Mohamed Afifi (qui se livra à des réflexions sur « Les racines historiques de la notion de "méditerranisme" en Égypte ») ; Mohga Moustafa (auteure d'une thèse, que nous espérons faire entrer à l'Arsenal, consistant en la traduction en français d'un traité d'économie politique saint-simonisant de Rifâ'a Al Tahtâwî) ; Helmy Al Namnam (vice-président de l'Organisme égyptien du livre, qui s'intéressa aux liens du saint-simonisme et de la franc-maçonnerie), ou encore Ahmed Zayed (qui intervint sur « Saint-Simon et la formation de l'école de sociologie scientifique en Égypte »). À travers la mise en avant de *l'identité méditerranéenne*, et non pas, comme à certaines époques, de l'arabité ou, en d'autres lieux, de l'islamité, s'exprimait en somme une attente qui donnait raison aux vues prospectives et pacifiques formulées par Michel Chevalier, en 1832, dans son *Système de la Méditerranée*. Sauf un correctif non négligeable : en convergence avec des analyses développées dans *Les saint-simoniens en Égypte*, le catalogue de l'exposition de 1989, Ahmed Youssef, choisit pour sa part de développer une explication des échecs essuyés par les saint-simoniens quant au canal de Suez : l'obstination dont ils firent preuve, au nom de l'universel, à méconnaître la volonté des Égyptiens d'avoir eux-mêmes la maîtrise d'un tel ouvrage d'art traversant leur propre sol. Comme le titre du colloque le promettait, l'actuel et l'historique interférèrent donc plus d'une fois, on le voit, avec la volonté, de part et d'autre, de contribuer au dialogue *méditerranéen*.

Nous ne saurions bien évidemment rendre compte ici de la diversité et de la richesse des communications entendues, ni des échanges, facilités par la traduction simultanée. Il est souhaitable qu'une publication permette d'en extraire la substance, et que puissent aboutir les projets inspirés par la circonstance : coopération avec la grande bibliothèque d'Alexandrie pour une mise en ligne des archives saint-simoniennes relatives à l'Égypte, traduction en arabe du catalogue de 1989, livre illustré à destination d'un large public sur la pensée et l'action méditerranéennes des saint-simoniens, conférences publiques, exposition itinérante...

Ce compte rendu est en toute hypothèse l'occasion d'exprimer notre gratitude pour le faste et les prévenances dont nos hôtes nous ont surabondamment honorés. Hébergement à l'hôtel Pyramisa, visite guidée au musée du Caire, spectacle son et lumières aux Pyramides, excursion à Alexandrie et visite de son musée, de sa bibliothèque et de sa citadelle, et, pour finir, visite de la rue Al-Moez, nouvellement et superbement restaurée, dans le Caire fatimide, suivie d'un dîner dans la cour illuminée de la maison du Mamelouk Soheimy : Enfantin en personne, et sa troupe de *misafir* ne furent pas mieux traités, et le méritaient davantage.

Mais pour l'auteur de ces lignes, le plus émouvant fut le moment des retrouvailles à Zamalek avec Amin Fakhry Abdelnour, 98 ans, et son épouse, Nina, dont le fils Mounir, ancien député et actuel secrétaire général du Wafd, s'est imposé comme l'une des figures les plus connues de l'opposition égyptienne laïque.

Nous n'imaginions pas, alors, que l'année se terminerait par une atroce explosion à Alexandrie, et que 2011 commencerait au Caire avec une immolation par le feu. Puissent les « voies de la modernisation » bénéficier enfin et bientôt au peuple égyptien...

Philippe Régnier

Bibliographie

Pierre Musso,
Saint-Simon, l'industrialisme
contre l'État,
La Tour d'Aigues (F 84 240),
éditions de l'Aube,
collection « Monde en
cours »,
2010, 220 p., 18 €.



Succédant dans la même collection à son essai de 2006 sur *La Religion du monde industriel*, qui se présentait comme une analyse de la pensée de Saint-Simon dans son ensemble, le nouvel essai de Pierre Musso se réattache au sujet sous un angle particulier, celui de sa conception, ou plutôt, de sa déconstruction de l'État. Saint-Simon, remarque au passage Pierre Musso, n'aurait guère été précédé sur ce point que par William Godwin, dont *l'Enquête sur la justice politique*, traduite par Benjamin Constant en 1798, lui aurait fourni sa qualification de l'Etat comme « mal nécessaire » (p. 8-9).

Ainsi Pierre Musso prend-il radicalement le contrepied de l'opinion reçue selon laquelle Saint-Simon est la source du pouvoir abusif de la technocratie et du management actuels. Au contraire, montre-t-il, « l'industrialisme » (le mot est de l'invention de Saint-Simon, en 1824) est un effort de *politisation* de l'industrie qui met l'accent sur l'intégration nécessaire de la morale, c'est-à-dire de la fraternité, de l'amour du prochain. Car ce sont là les valeurs avec lesquelles Saint-Simon propose de renouer, celles qui fondent son « nouveau christianisme » et dont il voudrait faire le moteur du changement social. C'est là aussi le point crucial, rappelle notre ami, sur lequel Saint-Simon désavoue son secrétaire et élève, Auguste Comte : « positif » au sens étroit du mot, celui-ci, juge le maître, méconnaît la « partie sentimentale et religieuse ».

L'autre mouvement de l'industrialisme, inséparable du premier, est, bien entendu, l'*industrialisation* du politique, ou, pour parler le langage d'aujourd'hui, sa *technicisation*, qui vise à transformer l'État légitime et souverain de naguère, le Prince fort et rusé de Machiavel, en un État gestionnaire, évalué selon le double critère de l'utilité et du moindre coût, écarté du gouvernement des hommes, cantonné à l'administration des choses, désarmé.

La différence entre le saint-simonisme originel et les multiples religions politiques du XIX^e siècle mises en exergue par un Raymond Aron tiendrait au fait que Saint-Simon sacralise non pas l'État, qu'il cherche bien plutôt à déconsidérer, mais la science et l'industrie. On aura cependant compris que si l'auteur ne désapprouve pas ce transfert du sacré, qui constitue selon lui notre modernité, il ne manque pas de distance critique par rapport aux dérives du managérialisme d'aujourd'hui. « François Perroux, rappelle-t-il, notait que "le commandement d'amour imprégnait la doctrine sociale de Saint-Simon". Ce qui revient à constater que la religion industrielle contemporaine est à l'opposé du projet de Saint-Simon, même s'il en fut l'inventeur » (p. 205). Le philosophe aurait ainsi ouvert une boîte de Pandore où le meilleur se mêlerait au pire, autrement dit à « l'industrialisme surpuissant et [au] système financier sans frontières » menant l'humanité à la « reféodalisation planétaire » que Pierre Legendre dénonçait en 2007 sous le titre *Dominium mundi. L'Empire du Management*.

Le livre débute par l'observation, à contre-courant même si son évidence paraîtra désormais aveuglante, que Saint-Simon, contrairement aux saint-simoniens, attache une importance essentielle à la séparation du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, instituée par

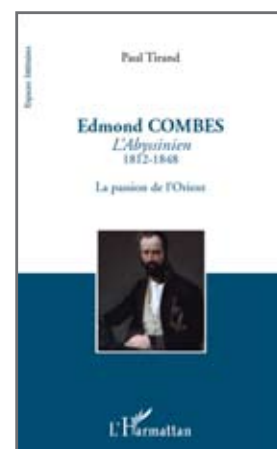
le catholicisme médiéval sous Grégoire VII. Cette *summa divisio* serait même « le point inchangé de sa philosophie politique, de son premier (1802) à son dernier texte (1825) » (p. 50). D'autres pages éclairantes sont celles que Pierre Musso consacre à critiquer la version ingénieriale de l'industrialisme propagée par *Le Globe* sous l'inspiration en particulier de Michel Chevalier, et qui culmine avec « le saint-simonisme pratique » (Jean Walch) du Second Empire (p. 178 et suiv.). On sera surpris et intéressé par l'épilogue où il met en lumière la filiation allant de Stéphane Flachat à Henri Fayol, son successeur aux Houillères de Commentry, et l'auteur d'*Administration industrielle et générale* (1916) – l'un des deux grands textes fondateurs du management avec celui de F. W. Taylor, *The Principles of Scientific Management* (1911) (p. 184 et suiv.). Celles et ceux qu'intrigue en général le rapport entre politique et esthétique liront avec plus d'attention le passage sur la « politique d'images » que Saint-Simon organiserait « pour contrer les illusions de la politique » en projetant tout un « dispositif symbolique » (devise, manifeste, journal quotidien, hymne, emblèmes...) qui, depuis sa tentative ratée de fonder un parti industrialiste, caractérise de plus en plus les partis modernes. « La vérité industrielle, écrit Pierre Musso, spécialiste des sciences de la communication qui n'oublie pas sa formation de philosophe, doit être théâtralisée pour devenir une dogmatique » (p. 135).

Mais ce n'est pas la seule des nombreuses formules frappées au même coin qui resteront, gageons-le, de cet essai promis à faire date.

Philippe Régnier

Paul Tirand,
Edmond Combes, l'Abyssinien (1812-1848). La passion de l'Orient,
Paris, L'Harmattan, collection
« Espaces littéraires »,
2010, 249 p., 23 €

Auteur de plusieurs ouvrages d'érudition sur Castelnau et sur la franc-maçonnerie de l'Aude ainsi que d'une biographie du communard Émile Digeon (le leader anarchiste de la « commune de Narbonne » en 1871), Paul Tirand, auquel nous avons récemment souhaité la bienvenue dans notre société, est l'organisateur de la rencontre



prévue en mars prochain dans sa ville. Il signe ici la première biographie d'Émile Combes, saint-simonien « orientaliste » originaire de Castelnaudary, qui mérite d'être remis en lumière pour son voyage en Haute-Égypte et en Arabie, et surtout, pour son exploration de l'Abyssinie en compagnie d'un autre saint-simonien de la même ville, Maurice Tamié. Ce fut là une aventure pleine de dangers, dont la relation, publiée en 1837, eut un certain retentissement, au point d'être récompensée par la médaille d'or de la Société de géographie et de retenir l'attention, entre autres, de George Sand.

Outre l'intérêt emprunté à l'exotisme des récits de Combes, qui sont d'une fraîcheur non encore dégradée par les clichés de la surabondante littérature coloniale de la fin du siècle, et qu'il restitue fort bien par le choix de ses citations, le travail de Paul Tirand ne rend pas seulement justice à un acteur aujourd'hui méconnu de l'orientalisme des saint-simoniens. En mettant l'accent sur sa pointe la plus avancée vers le sud, il apporte aussi une vision nouvelle de leurs explorations de l'Afrique, et, en reconstituant le réseau des amis « chauriens » et audois de son personnage, il donne de la substance historique à bon nombre d'autres individualités, qui n'étaient encore que des noms.

Les trouvailles des premières pages proviennent d'une cote inexploitée du fonds Enfantin : notre sociétaire y a retrouvé le journal du voyage en Orient d'un compagnon non identifié de Combes. Il s'agit du ms. 7722 du fonds Enfantin, que le catalogue imprimé de l' Arsenal attribue faussement à Gustave d'Eichthal (alors que celui-ci n'a jamais posé le pied en Égypte). Et la suite du livre, particulièrement l'épilogue, offre toute une moisson d'informations neuves récoltées à travers les archives municipales de Castelnaudary et celles de Carcassonne, les archives départementales de l'Aude, et trois journaux locaux, *Le Journal de Toulouse*, *La Gazette du Languedoc* et *L'Écho de Castelnaudary*. Essentiellement biographiques elles aussi, ces informa-

tions concernent notamment Jacques Ressayre, Marie-Antoine Toussaint, Antoine Metge, Auguste Galtier et Félix Dutar.

L'analyse que Paul Tirand fait des mérites de Combes comme observateur des contrées et des populations qu'il découvre ne l'empêche pas de signaler ses préjugés de race ni l'inspiration colonialiste de sa seconde mission en Abyssinie (1839-1842). Sa mort, consul de France à Damas, en août 1848, victime d'une épidémie de choléra, se produisit du reste dans des circonstances marquées par une violente hostilité populaire contre sa personne d'étranger chrétien. C'est Michel Chevalier, implanté dans l'Hérault voisin, qui lui fit dresser par souscription un tombeau monumental dans le cimetière de sa ville natale.

À propos de l'Église du Midi et de l'école de Sorèze, on peut également, en vue des rencontres de mars et de septembre prochains à Castelnaudary et à Sorèze même, consulter le site de « l'Association sorézienne » (<http://www.soreze.com>), pour voir, par exemple, le buste et la notice biographique du polytechnicien et ingénieur des Ponts et Chaussées Félix Borrel. Autre conseil de lecture : les actes d'un colloque d'octobre 2000 tenus sur (et à) l'abbaye-école, édités par Marie-Odile Munier, *Sorèze, l'intelligence et la mémoire d'un lieu*, Toulouse, Presses de l'université des Sciences sociales, 2001, 303 p., en particulier la contribution de Rémy Cazals, « École de Sorèze et mouvement saint-simonien », dont on peut également télécharger le fichier à l'adresse <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00139485/en/> (ou en tapant directement ce titre d'article sur Google).

Philippe Régnier

Informations diverses

Hommage à Ismaïl Urbain (1812-1884)

Le 7^e salon du Livre de Cayenne dont le thème était, en 2010, « L'Orient des Amériques », a rendu hommage à **Ismaïl Urbain** (1812-1884), ce créole guyanais saint-simonien, chrétien et musulman qui a consacré sa vie à l'Algérie. Michel Levallois était l'invité d'honneur du salon pour ses travaux sur cette personnalité guyanaise. Du 19 au 22 mai, il a fait deux conférences, participé à des émissions de radio et de télévision, à plusieurs cafés littéraires, à une table-ronde sur le thème « Littérature et politique », avec la participation de M^{me} Christiane Taubira. Il a également noué des contacts intéressants avec plusieurs historiens de la Guyane et de la Caraïbe.

C'est la première fois qu'Ismaïl Urbain était célébré dans son pays d'origine, qui l'a redécouvert grâce à la publication par le CDDP de Guyane, en 1996, d'une *Introduction à la littérature guyanaise* par les professeurs de lettres Biringanine et Monique Ndagano. Une notice suivie de quelques-uns de ses poèmes, extraits du *Voyage d'Orient* publié par Philippe Régner à L'Harmattan en 1993, le présentait comme l'un des deux précurseurs de la poésie guyanaise au XIX^e siècle.

M. Jean Dubuisson et Élie Dussaud (1821-1899)

Le site de notre société a attiré l'attention de M. Jean Dubuisson, curieux de savoir si, comme il le soupçonne, **l'entrepreneur de travaux maritimes Élie Dussaud (1821-1899)** aurait eu des sympathies saint-simoniennes. Adjoint de Ferdinand de Lesseps pour le canal de Suez et Port Saïd, Dussaud, à la tête d'une compagnie fondée avec ses quatre frères, a travaillé à la modernisation du port de Smyrne, mais aussi à bien d'autres chantiers portuaires, notamment à Marseille, Cherbourg, Gênes, Trieste. Le château néo-renaissance de Val Seille, devenu la mairie de Courthézon (Vaucluse), est la demeure qu'il s'était fait construire en 1868 dans sa ville natale. En l'attente d'indications plus probantes (nous n'en connaissons pas dans les archives de l'Arsenal), M. Dubuisson nous a communiqué la photographie qu'il a faite d'un médaillon figurant Félicien David. L'œuvre se trouve dans la galerie des arts, parmi d'autres portraits d'artistes de l'époque, sous un plafond décoré par les représentations, peintes par Alfred Casile, des ports construits par l'entrepreneur. Selon une notice rédigée (à propos du château) sur le site de

la DRAC PACA pour les Journées européennes du patrimoine 2010, cette galerie, dans l'esprit de Dussaud, visait à former « un véritable temple des arts ». Au moins peut-on confirmer que Saint-Simon et ses disciples n'auraient pas désavoué pareille association entre beaux-arts et industrie, ni la glorification de l'industrie et d'un grand industriel par l'architecture et la peinture. Dussaud fut maire de Courthézon de 1869 à 1874.

« The Saint-Simonism, Doctrine and Practice of Management », Hervé Le Bret

À la Maison française d'Oxford, lors de la session des 9 et 10 décembre 2010 sur « Managerial Thought and Practice in France, 19th-21st Centuries : Assessment and Future Prospects », Hervé Le Bret a donné une communication intitulée « **The Saint-Simonism, Doctrine and Practice of Management** ». Le saint-simonisme y est envisagé comme ayant théorisé et expérimenté le management avant la lettre. L'accent est mis sur le rôle du manager, sur le changement d'échelle opéré (du national à l'international), et sur l'importance accordée à la communication. L'enregistrement peut être podcasté sur le site de cet établissement, à l'adresse suivante <http://www.mfo.ac.uk/en/audio/saint-simonisme-doctrine-and-practice-management>. Sous forme écrite, on peut aussi télécharger le fichier pdf du résumé et de la bibliographie à cette autre adresse : http://www.mfo.ac.uk/files/images/ppf2010_lebret_resume.pdf

Principaux événements du calendrier 2011

1^{er} février

Réception des travaux d'aménagement et de décoration de la salle saint-simonienne de l'Arsenal.

12 et 13 mars

Rencontre sur le saint-simonisme organisée par Jean-Claude Guerre, à Castelnaudary, avec la participation de Bernard Jouve (les saint-simoniens et George Sand), Hervé Le Bret (les saint-simoniens et le management des grands projets), Michel Levallois (le personnage et l'action algérienne d'Ismaÿl Urbain), et Philippe Régnier (présentation générale).

16 mars

Inauguration de la salle saint-simonienne de l'Arsenal.

30 septembre et 1^{er} octobre

Colloque public à Sorèze, « Le XIX^e siècle des saint-simoniens », organisé par Rémy Cazals avec le syndicat mixte de l'abbaye-école et par l'unité de recherche FRAMESPA, de l'université de Toulouse et du CNRS. Thèmes des quatre demi-journées : « Les saint-simoniens dans le mouvement socialiste » ; « Les saint-simoniens et le développement économique » ; « Le féminisme et les saint-simoniens » ; « L'Europe, la Méditerranée ». Dix-sept communications sont prévues, dont quatre par des membres de la Société des études saint-simoniennes.

Fin octobre-début novembre

Sortie aux PUF de l'édition critique des œuvres complètes de Saint-Simon.

Légendes des illustrations :

- Première page :

Vignette du journal de Saint-Simon, *Le Politique* (1819). Elle représente le héros romain Cincinnatus revenu aux travaux des champs après avoir sauvé la République. L'image fait allusion au rôle de Saint-Simon dans la guerre d'indépendance des États-Unis et à son appartenance à la Société de Cincinnatus fondée par les anciens officiers y ayant participé. Elle est emblématique de sa préférence pour les travaux productifs (l'industrie, telle qu'il l'entend, comprend notamment l'agriculture). Mais elle évoque aussi le caractère laborieux de 2011 pour la Société.

- Page 2 :

Saint-Amand Bazard, par Henry Scheffer

- Page 5 :

De gauche à droite, É. Boutmy, A. Leroy-Beaulieu, E. d'Eichthal et A. Sorel

- Page 10 :

1 / Affiche du colloque « Les saint-simoniens en Égypte » (Le Caire, juillet 2010)

2 / De g. à dr., Ph. Régier, A. Youssef, M. S, participant égyptien, A. Zoubir, A. Ramière de Fortanier, M. Levallois, Y. Briki, Geneviève Moussa, M. Afifi, Mme S, interprète, P. Musso, G. Stauth et S. Moussa.

3 / De g. à dr., A. Youssef, Y. Briki, Ph. Régier, Amin et Nina Abdelnour, M. Levallois, S. Moussa, A. Ramière de Fortanier.

Le XIX^e siècle des saint-simoniens

Colloque de Sorèze, 30 septembre-1^{er} octobre 2011, organisé par le Syndicat mixte de l'abbaye-école de Sorèze et par Framespa, université de Toulouse

Vendredi 30 septembre, matinée

Accueil par Thierry Carcenac, président du Syndicat mixte

Introduction générale par Rémy Cazals, Framespa

1^{ère} séance :

Les saint-simoniens dans le mouvement socialiste (4 communications)

Président : Jean-Marc Olivier, directeur de Framespa

- Olivier Chaïbi, docteur en histoire

Du saint-simonisme au fouriérisme : deux modèles pour le mouvement social au XIX^e siècle

- Stéphane Michaud, professeur de littérature comparée, université Sorbonne nouvelle

Flora Tristan et l'Union ouvrière

- Alain Boscus, maître de conférences à l'université de Toulouse, Framespa,

Marx et les saint-simoniens

- Jean Sagnes, professeur émérite, université de Perpignan

Un socialiste saint-simonien méconnu : Napoléon III

Discussion

Vendredi, après-midi

2^e séance :

Les saint-simoniens et le développement économique (5 communications)

Président : Philippe Régnier, Société des Études saint-simoniennes

- Gilles Jacoud, professeur à l'université de Saint-Étienne, *Les saint-simoniens et la banque*

- Fiorenza Taricone, professeure à l'université de Cassino *Michel Chevalier*

- Helen Davies, université de Melbourne *Les frères Pereire*

- Pierre Musso, professeur à l'université de Rennes 2, membre associé du LIRE (CNRS-université de Lyon), *Saint-Simon, l'industrialisme contre l'État*

- Michèle Riot-Sarcey, professeure à l'université Paris 8, *Comment penser le 19^e siècle des saint-simoniens ? La critique de Walter Benjamin*

Discussion

En fin d'après-midi, visite de l'abbaye-école puis conférence de Frédéric Panni sur *Le familistère de Guise et son Syndicat mixte*

Samedi 1^{er} octobre, matinée

3^e séance :

Le féminisme et les saint-simoniens (4 communications)

Présidente : Michèle Riot-Sarcey, professeure à l'université Paris 8

- Ginevra Conti Odorisio, université de Rome *Barrault et les Compagnons de la Femme*

- Sophie Delvallez, doctorante, université Paris 8 *Élisa Lemonnier, les saint-simoniennes et l'éducation*

- Christine Planté, professeure de littérature, université Lyon 2, LIRE (CNRS-université de Lyon)

La Femme libre/La Tribune des femmes : une expérience pionnière de presse féministe ?

- Sarga Moussa, directeur de recherche au CNRS, LIRE (CNRS-université de Lyon)

Les Lettres sur l'Égypte de Suzanne Voilquin

Discussion

Samedi, après-midi

4^e séance :

L'Europe, la Méditerranée (3 communications + conclusion générale)

Présidente : Michelle Perrot, historienne, professeure émérite à l'université Paris 7

- Jean-Marc Olivier, professeur à l'université de Toulouse, Framespa,

Influences saint-simoniennes sur les politiques économiques scandinaves au 19^e siècle

- Philippe Régnier, directeur de recherche au CNRS, LIRE (CNRS-université de Lyon)

Les saint-simoniens en Égypte

- Michel Levallois, docteur en histoire, membre de l'Académie des sciences d'outre-mer

Les saint-simoniens et l'Islam

Discussion

Clôture du colloque par Michelle Perrot

